

Unité départementale du Bas-Rhin
Equipe Centre

Strasbourg, le 07/02/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 21/01/2022

Contexte et constats

Publié sur 

EXETER III France 1

3 et 5 rue de Dieppe
67000 STRASBOURG

Références : 0006703809/WHL

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21/01/2022 dans l'établissement EXETER III France 1 implanté 3 et 5 rue de Dieppe 67000 STRASBOURG. L'inspection a été annoncée le 10/01/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Le 12 novembre 2020, l'inspection a relevé les faits suivants traduisant des manquements aux dispositions préfectorales du 23 février 2009 :

- Le plan d'intervention en cas d'incendie n'était pas établi,
- L'exercice périodique de défense contre l'incendie n'avait jamais été réalisé,
- Les canalisations de collecte des effluents ne faisaient pas l'objet d'examens périodiques appropriés permettant de s'assurer de leur bon état.

L'inspection du 21 janvier 2022 a porté sur la mise en conformité des installations, suite à la mise en demeure du 2 décembre 2020.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- EXETER III France 1
- 3 et 5 rue de Dieppe 67000 STRASBOURG
- Code AIOT dans GUN : 0006703809
- Régime : enregistrement
- Statut Seveso : Non

La SCI EXETER III exploite à Strasbourg, en zone industrielle, à l'amont du périmètre de protection rapprochée du champ captant du polygone, une plateforme logistique de stockage de produits combustibles et polymères autorisée le 23 février 2009. Le dépôt de produits phytosanitaires, relevant des rubriques n°4510 et 4511 de la nomenclature ICPE, a fait l'objet de prescriptions

complémentaires, par arrêté préfectoral du 6 juillet 2020 relatif à son aménagement et à la surveillance des eaux souterraines. L'utilisateur du dépôt de produits phytosanitaires est la société GEODIS qui stocke les produits dans la cellule dite « n°3 ».

Cette installation de stockage de produits phytosanitaires n'est pas classée « Seveso », elle relève du régime de la déclaration préfectorale.

Les enjeux environnementaux, en relation avec l'exploitation d'un pareil dépôt résident essentiellement dans la prévention des accidents : incendie, pertes de confinement.

Le thème de visite retenu est :

mise en conformité des installations, suite à la mise en demeure du 2 décembre 2020.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'Inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant, la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à la préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à la préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'Inspection des installations classées, dans un délai court, les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à la préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(en)t été donnée(s)	Autre information
Exercice périodique "incendie"	AP de Mise en Demeure du 02/12/2020, article 1	/	
Plan d'intervention	AP de Mise en Demeure du 02/12/2020, article 1	/	
Etanchéité des réseaux de collecte	AP de Mise en Demeure du 02/12/2020, article 1	/	
Réponses aux observations de la visite précédente	Autre du 12/11/2020	/	

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Non-conformité : Sans objet

Points susceptibles de traduire des non-conformités

Le jour de la visite, l'exploitant a exposé que :

- il n'avait pas réalisé de campagne de surveillance semestrielle de la qualité des eaux souterraines en 2021,
- la première campagne d'autosurveillance de la nappe de 2022 a été réalisée le 20 janvier, la seconde étant prévue en octobre 2022.

Par courriel du 18 janvier 2022, l'exploitant a transmis à l'inspection un bon pour accord signé le 14 janvier 2022, concernant la commande de ces campagnes.

Observations, questions :

Il convient que l'exploitant complète le plan de défense incendie, conformément au point 23 de l'annexe II de l'arrêté ministériel (AM) du 11 avril 2017. Ce document devra également intégrer les risques liés au stockage de produits phytosanitaires (déversement accidentel ...).

L'exploitant devra désormais transmettre les données de surveillance des eaux souterraines et sur le site internet gestion informatique des données de l'autosurveillance fréquente (GIDAF) à l'adresse <https://monaiot.developpement-durable.gouv.fr/page/nouvelles-modalites-connexion>

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Exercice périodique "incendie"

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 02/12/2020, article 1
Thèmes : Risques accidentels, incendie
<p>Prescription contrôlée : La société EXETERIII, dont les installations sont situées au 3-5 rue de Dieppe à STRASBOURG, est mise en demeure de respecter, dans le délai de 4 mois à compter de la notification du présent arrêté, les prescriptions des articles 16.3, 15.7 et 9.2.1 de l'arrêté préfectoral du 23 février 2009 susvisé reprises ci-après en gras : [...]</p> <p>Article 15.7 de l'arrêté préfectoral du 23 février 2009 : « [...] Le personnel est formé à l'utilisation des équipements qui lui sont confiés et des matériels de lutte contre l'incendie. Des exercices périodiques mettant en œuvre ces consignes doivent avoir lieu tous les ans, les observations auxquelles ils peuvent avoir donné lieu sont consignées sur un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. [...] »</p>
<p>Constats : Lors de la visite du 12 novembre 2020, trois locataires (Geodis, Alainé, L&L Products) utilisaient les diverses cellules de stockage. Les attestations de formation du personnel aux moyens de lutte contre l'incendie n'avaient pas été produites par ces locataires.</p> <p>Par courriel du 18 janvier 2022, l'exploitant a informé l'inspection que la société L&L Products n'était plus en activité depuis le 31 décembre 2020 et a transmis l'attestation de formation du personnel (Alainé et Geodis) au maniement <u>des robinets d'incendie armés</u>.</p> <p>Lors de la visite du 21 janvier 2022, l'exploitant a présenté l'attestation de formation du personnel de la société Alainé au maniement <u>des extincteurs</u>. Ce document est daté du 13 janvier 2022.</p> <p>La société Geodis ne disposait pas de ce document et a exposé que la formation n'avait pas été réalisée en raison du contexte sanitaire. Par courriel du 1^{er} février 2021, la société GEODIS a transmis une convention de formation professionnelle signée le 27 janvier 2021 concernant le maniement des extincteurs. La formation est prévue pour le 13 avril 2022.</p> <p>L'exploitant a donc répondu à la mise en demeure sur ce point.</p>
Type de suites proposées : Sans suites

Nom du point de contrôle : Plan d'intervention

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 02/12/2020, article 1
Thèmes : Risques accidentels, incendie
Prescription contrôlée : La société EXETERIII, dont les installations sont situées au 3-5 rue de Dieppe à STRASBOURG, est mise en demeure de respecter, dans le délai de 4 mois à compter de la notification du présent arrêté, les prescriptions des articles 16.3, 15.7 et 9.2.1 de l'arrêté préfectoral du 23 février 2009 susvisé reprises ci-après en gras : Article 16.3 de l'arrêté préfectoral du 23 février 2009 : « L'exploitant établit un plan d'intervention qui précise notamment : - l'organisation, - les services affectés, - le nombre, la nature et l'implantation des moyens de lutte contre un sinistre répartis dans l'établissement, - les moyens de liaison avec les Services d'incendie et de secours, - les moyens de liaison avec l'autorité gestionnaire du trafic ferroviaire dans le Port Autonome de Strasbourg et les procédures à mettre en œuvre. » [...]
Constats : Par courriel du 18 janvier 2022, l'exploitant a transmis à l'inspection le plan d'intervention, daté du 31 décembre 2020. L'exploitant a donc répondu à la mise en demeure sur ce point.
Type de suites proposées : Sans suites

Nom du point de contrôle : Etanchéité des réseaux de collecte

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 02/12/2020, article 1
Thèmes : Risques chroniques, pollution
Prescription contrôlée : La société EXETERIII, dont les installations sont situées au 3-5 rue de Dieppe à STRASBOURG, est mise en demeure de respecter, dans le délai de 4 mois à compter de la notification du présent arrêté, les prescriptions des articles 16.3, 15.7 et 9.2.1 de l'arrêté préfectoral du 23 février 2009 susvisé reprises ci-après en gras : [...] Article 9.2.1 de l'arrêté préfectoral du 23 février 2009 : « [...] Les canalisations de collecte d'effluents pollués ou susceptibles de l'être sont étanches et résistent aux actions physique et chimique des produits qu'elles sont susceptibles de contenir. Elles sont convenablement entretenues et font l'objet d'examens périodiques appropriés permettant de s'assurer de leur bon état. [...] »
Constats : Par courriel du 17 janvier 2022, l'exploitant a transmis à l'inspection les résultats d'essai d'étanchéité des canalisations des conduites d'assainissement, datés du 20 septembre 2021. Ces documents n'appellent pas d'observations de la part de l'inspecteur de l'environnement (installations classées). Le jour de la visite, l'exploitant a exposé que les canalisations de collecte des effluents seront contrôlées annuellement. L'exploitant a donc répondu à la mise en demeure sur ce point.
Type de suites proposées : Sans suites

Nom du point de contrôle : Réponses aux observations de la visite précédente

Référence réglementaire : Autre du 21/02/2022, article {Non Renseigné}
Thèmes : Risques chroniques, eaux souterraines
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'inspection rend attentif l'exploitant sur le sens local d'écoulement des eaux. Il convient que l'exploitant, lors de sa 1^{re} campagne de surveillance des eaux souterraines, soit attentif au sens local d'écoulement des eaux de la nappe. En fonction des constats, le réseau piézométrique existant sera adapté en tant que de besoin.</p> <p>Il est attendu que l'exploitant transmette à l'inspection les résultats de surveillance des eaux souterraines sous 3 mois.</p>
<p>Constats :</p> <p>Par courriel du 17 janvier 2022, l'exploitant a transmis à l'inspection un rapport, daté de décembre 2021, décrivant les travaux d'implantation du réseau piézométrique Pz1, Pz2 et Pz3 ainsi que la première campagne de surveillance de la qualité des eaux souterraines réalisée le 30 novembre 2020.</p> <p>Les résultats de cette campagne ne montrent pas de dépassement des valeurs limites de potabilité sur chacun des piézomètres.</p> <p>Le jour de la visite, l'exploitant a exposé qu'il n'avait pas réalisé de campagne de surveillance semestrielle de la qualité des eaux souterraines en 2021. Cela constitue une non-conformité à la prescription de l'article 6.2 de l'arrêté préfectoral du 23 septembre 2009.</p> <p>Le jour de la visite, l'exploitant a exposé que la première campagne d'autosurveillance de la nappe de 2022 a été réalisée le 20 janvier, et que la seconde est prévue au mois d'octobre..</p> <p>Par courriel du 18 janvier 2022, l'exploitant a transmis à l'inspection un bon pour accord signé le 14 janvier 2022, concernant la commande de ces campagnes.</p>
Type de suites proposées : Sans suites